



Rapport au bureau national du 12 octobre 2024

La situation économique et sociale

Notre Comité National du 14 septembre¹ a procédé à une analyse approfondie de la situation politique nationale et internationale et il a défini les tâches du parti pour la période à venir. Nous avons analysé qu'il ne fallait rien attendre de la nomination de Barnier comme premier ministre qui est là, dans le contexte de la crise ouverte par le rejet profond de la politique développée par le pouvoir et le patronat et qui s'est traduit dans les résultats des élections européennes et législatives, pour imposer une politique de super-austérité pour les travailleurs en maintenant, autant que le rapport de force le permet les cadeaux au patronat.

Quels que soient les dirigeants politiques le capitalisme est le maître.

Du Rassemblement National à Ensemble pour la République en passant par les républicains, tous s'emploient à justifier une politique dite de *l'offre* favorable aux capitalistes, même si chacun sur son registre se présente comme le défenseur des intérêts de ce qu'ils nomment les *classes moyennes*. Il est vrai que la potion imaginée par Barnier et son gouvernement pour trouver les 60 milliards d'euros qu'ils estiment nécessaire pour revenir en quelques années dans les clous des exigences de l'Union Européenne capitaliste relève de la recette classique du *pâté d'alouette*. Les hausses d'impôts qui toucheraient les plus riches et les grandes entreprises capitalistes sont en fait homéopathique au regard des dizaines de milliards qu'ils entendent ponctionner sur les salariés actifs et/ou retraités. Dans le même temps, les coupes budgétaires qui se préparent vont sérieusement accentuer les difficultés dans le domaine de la protection sociale, de la santé, de l'école, du travail, des transports, de l'environnement...car seuls sont épargnés et en hausse les budgets pour la guerre, la police et le contrôle social².

L'offensive du capital et ses serviteurs

Notre parti, loin des manœuvres politiciennes, n'a pas attendu le discours de Barnier à l'Assemblée Nationale pour qualifier la politique menée par les classes dirigeantes. Il a pu le faire car il s'appuie sur une analyse de classe qui met l'affrontement irréductible Capital/Travail au cœur du problème.

Ce qui est à l'ordre du jour pour les capitalistes, c'est l'accélération et l'approfondissement de la politique visant à liquider toutes les conquêtes sociales des travailleurs. Ce besoin, impératif pour rétablir les taux de profits, résultats de l'exploitation du travail salarié, doit trouver sa traduction et sa mise en œuvre dans les politiques de l'État. C'est ce à quoi s'emploient tous les gouvernements depuis des décennies. C'est ce qui provoque la colère sociale. Des gilets jaunes à la lutte contre la réforme des retraites, aux luttes multiples pour les salaires et l'emploi, c'est cette montée de la lutte de classe, le désaveu des forces politiques de droite et de gauche qui en alternance ont mis en œuvre ces politiques qui ont conduit la classe capitaliste à mettre en selle le Rassemblement National comme réceptacle du mécontentement et assurance qu'il ne mettrait pas en cause les intérêts capitalistes ; bien au contraire. Aujourd'hui usé, le pouvoir incarné par le *ni gauche, ni droite* macronien tente de réorganiser la vie politique en mettant en selle tout ce que notre pays compte de forces politiques acquises ouvertement aux exigences patronales. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre tout le sens de la séquence politique que nous venons de vivre depuis les élections européennes, puis les législatives anticipées qui ont mis en lumière le désaveu profond de la politique du pouvoir et la suite avec la nomination d'un premier ministre commençant à mettre en selle le rassemblement National pour la mise en œuvre d'une politique brutale d'austérité pour les travailleurs, tandis que la reconstitution d'une social-démocratie purifiée de *ses pêchés* de gestionnaire loyal des

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/le-parti/comite-national/2981-rapport-au-comite-national-du-14-septembre-2024>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3005-au-discours-de-barnier-compromis-et-dialogue-pour-imposer-la-super-austerite-non-et-lutte>

intérêts du capital est en voie de reconstruction.

L'urgence d'un véritable plan de bataille

Face à cette situation, compter sur des avancées possibles par la voie des institutions en alignant le calendrier syndical sur celui du *tempo* parlementaire et en apportant un soutien à la coalition électorale d'un Nouveau Front Populaire non seulement minoritaire, mais aussi hétéroclite et refusant de se donner les moyens de s'attaquer réellement à la politique du capital, c'est d'emblée se mettre en position défensive et créer des illusions conduisant rapidement au découragement. C'est ainsi que le *front républicain* que l'on nous vend à chaque élection et qui se veut ignorant de la réalité des affrontements de classe, s'est aujourd'hui refermé comme un piège ; celui de la mise en œuvre d'une politique de super-austérité pour les travailleurs. Cette stratégie a pourtant marqué les prises de positions de la CGT dans la dernière période.

La direction confédérale de la CGT a fait depuis longtemps le choix du « *dialogue social* », c'est-à-dire de la négociation sans rapport de force, autant dire une alternative entre collaboration de classe et échec patenté. Nous l'avons plusieurs fois écrit, elle a remplacé en 1995 l'abolition du capitalisme par le syndicalisme rassemblé, l'adhésion aux valeurs de l'Union européenne et l'illusoire partage des richesses qui interdit de poser la question centrale : « *Qui possède les moyens de production et d'échange ?* ». Et peu à peu, elle s'est calée sur le calendrier institutionnel dans les ripostes organisées, l'exemple le plus flagrant étant la bataille contre la réforme des retraites et elle remet ça avec le 1^{er} octobre, premier jour de l'examen du budget. Mais l'épisode de juillet est un pas de plus franchi dans l'abandon de la lutte des classes. En soutenant le programme le moins hardi qu'ait jamais défendu la gauche unie depuis 1958, sans aucune nationalisation, belliciste et prosioniste et en faisant campagne active, les cadres de la CGT ont stigmatisé la majorité de la classe ouvrière qui ne croit pas aux illusions électorales et s'abstient, ou, écœurée par les prestations de la gauche qui a produit Macron, s'égare dans le vote RN. Bien que n'étant pas un mouvement politique qui se présente aux élections, la direction confédérale de la CGT semble avoir suivi le conseil de Terra Nova, oublier la classe ouvrière pour défendre les intérêts des couches moyennes improductives et de la petite bourgeoisie des villes. Dans les syndicats, dans les Unions Départementales, tout le monde n'a pas suivi, loin de là, et beaucoup de militants font part de leur agacement, de leurs doutes ou de leurs critiques. Elles doivent être entendues. Les salariés ont besoin d'un outil syndical de lutte des classes, pas d'un escabeau pour les politiciens de gauche. Ils ont besoin que le curseur soit mis sur les luttes, pour résister et pour renverser le capitalisme.

Face au recul des droits des travailleurs, à la liquidation des conquêtes sociales, à une inflation qui a rogné les salaires et augmenté la misère, à la poursuite d'une désindustrialisation qui génère le chômage et la précarité, à la répression syndicale qui s'abat brutalement contre ceux qui se battent, il n'y a pas d'autre alternative que de lutter et d'organiser une contre-offensive des travailleurs. C'est leurs luttes qui doivent imposer le *tempo* et non les supposés avancées de l'action parlementaire.

Construire des grèves durables et le blocage du pays

C'est dans cette optique, que nous devons nous saisir de l'initiative du 1^{er} octobre pour les salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, l'arrêt des licenciements, les statuts... Toutes ces questions nous devons les discuter dans les assemblées générales pour décider de l'action et tout particulièrement de la grève comme un moyen puissant de faire bouger le rapport de force car le patronat et son État ne comprennent que la force et lorsqu'on les tape au portefeuille !

Mais une journée n'y suffira pas, il faut une stratégie de développement des luttes avec des objectifs clairs et qui rassemblent les salariés dans la durée. Il est de la responsabilité des organisations syndicales et tout particulièrement de la CGT et de ses syndicats de créer les conditions d'une telle stratégie de lutte.

De ce point de vue, le communiqué de la CGT¹ à la suite de la journée du 1^{er} octobre intitulé : " *la mobilisation paie* ", a de quoi inquiéter. Il marque une grave sous-estimation des objectifs fondamentaux et immédiats des capitalistes et de leur État et s'inscrit dans une acceptation du *dialogue social* combiné à la recherche d'une unité à minima, sans rapport de force, avec des centrales syndicales, CFDT, FO, CGE-CGC qui manifestement et depuis longtemps ont renoncé à affronter la politique du capital et tout particulièrement sur la question des retraites. Cette position de la confédération sème la confusion et le doute au point que certaines organisations comme le syndicat CGT énergie Paris qui s'est adressé à la secrétaire générale de la CGT sous forme de lettre ouverte pour contester l'orientation confédérale².

Pour notre part, nous avons fait un choix : celui d'affronter la politique du pouvoir et du patronat, c'est ce que dit

¹ <https://www.cgt.fr/actualites/france/mobilisation/la-mobilisation-paie>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3026-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-195-du-07-octobre-2024>

clairement la conclusion de l'article : "*Non au dialogue social : affrontons sans compromis le patronat et le gouvernement !*"¹ publié sur le site la semaine dernière : "*Le gouvernement nous prépare à une cure austéritaire de choc, la stratégie syndicale est en décalage complet avec la situation. Il faut un rapport de forces pour faire reculer Macron unifiant les travailleurs, la jeunesse, les retraités autour d'un programme pour se battre et donnant confiance dans la possibilité de vaincre. La lutte contre la réforme des retraites a montré que même avec des millions de travailleurs mobilisés le capital ne cède pas sans une grève générale. Trois années d'inflation pèsent durement sur les conditions de vie et de subsistance des travailleurs, il faut exiger une hausse générale des salaires de 400 euros ainsi que la hausse immédiate du SMIC à 2.100 euros net.*

Barnier a rappelé la priorité de la réduction du déficit prévoyant un effort de 60 milliards d'euros ! Ce n'est pas notre dette, ce n'est donc pas aux travailleurs de payer la crise ! Les licenciements se multiplient : 132 plans de licenciement sont annoncés, soit plus de 33.000 emplois supprimés ou menacés. La forte augmentation des défaillances d'entreprises, qui s'accompagne une vague de licenciements touchant particulièrement les TPE /PME.

Une journée de manifestation comme ce 1^{er} octobre n'y suffira pas, il faut une stratégie de développement des luttes avec des objectifs clairs et qui rassemblent les salariés dans la durée. Il est de la responsabilité des organisations syndicales et tout particulièrement de la CGT et de ses syndicats de créer les conditions d'une telle stratégie de lutte. "

Se rassembler et lutter sans concession

Dans ces conditions, le travail politique du parti est tout à fait indispensable et nécessaire pour aider à lever les interrogations qui se font jour chez les travailleurs dont beaucoup sont désorientés par l'agitation politicienne y compris celle du Nouveau Front Populaire, alliance hétérogène qui se refuse à poser la question fondamentale du nécessaire changement de société et donc du combat de classe. Les réunions de cellules qui se sont tenues depuis le Comité National de septembre indiquent l'accord profond qui se dégage dans le parti, notre tract de septembre, le journal et le site sont des outils indispensables pour communiquer avec les salariés et tout particulièrement avec ceux qui luttent et dont nous rapportons les actions régulièrement dans le résumé hebdomadaire économique et social. Nous pouvons d'ailleurs le rendre encore plus vivant si chacun des militants s'en fait le correspondant des luttes de son secteur d'activité.

La situation en France n'est pas étrangère aux affrontements de plus en plus violents au sein du système impérialiste.

La France puissance coloniale²

Pendant que la France se débat dans une des crises politiques les plus longues de la V^{ème} République et qui prend sa source dans les contradictions profondes de son développement capitaliste mis en cause par l'intensité de la lutte de classe et les affrontements au sein du système impérialiste, l'État colonial français ne ménage pas l'intensité de la répression contre les peuples en lutte pour leurs droits économiques, sociaux, culturels et politiques que ce soit en Kanaky en Martinique et dans toutes ses colonies ultra-marines.

La Palestine et le Moyen-Orient³

Alors que le génocide à Gaza, méthodiquement organisé par les sionistes dure depuis bientôt un an, avec son cortège de morts, de destructions, de maladies, de famine, l'armée d'occupation s'est également engagée dans une offensive militaire sanglante au Liban. L'État colonial sioniste utilise au Liban les mêmes méthodes génocidaires qu'il emploie dans la Bande de Gaza, avec un seul but : tuer le plus de gens possible, et pour ce qui est du sud du Liban, chasser le maximum d'habitants.

Le conflit pourrait ici prendre une autre nature. Netanyahu souhaite manifestement l'élargissement du conflit, d'abord pour faire oublier la lutte de libération de la Résistance palestinienne, ensuite pour essayer de faire exploser la situation à partir du Liban dans le but de rééquilibrer le rapport de forces au profit des impérialistes occidentaux, contre l'axe impérialiste rival : Russie-Chine-Iran. Le fait qu'une guerre impérialiste classique soit désormais envisageable ne change rien au fait que les Résistants palestiniens comme libanais ont raison de profiter de ces contradictions inter-impérialistes pour défendre leur libération nationale pour les uns et la liberté de

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3003-non-au-dialogue-social-affrontons-sans-compromis-le-patronat-et-le-gouvernement>

² <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/oceanie/2991-face-a-la-violence-de-la-puissance-coloniale-soutien-sans-faillir-aux-peuples-colonisés-dans-leur-lutte-de-libération-nationale>

³ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2999-resister-aux-imperialistes-en-palestine-comme-au-liban>

leur nation agressée pour les autres.

L'agression du Liban est aussi la poursuite du rêve du Grand Israël et de la volonté depuis au moins 30 ans des sionistes de détruire ce pays. Cela confirme que le principal obstacle à la paix est l'existence de l'Etat colonial sioniste d'Israël, le prolongement organique de l'impérialisme occidental.

Le Parti Révolutionnaire Communistes entend continuer de rassembler tous ceux qui veulent un cessez le feu immédiat pour que cesse le massacre des Palestiniens et se prononcent pour la paix. Cela passe par le soutien aux revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien, surtout après l'assassinat d'un de ses dirigeants : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.

La lutte pour la libération de G. I. Abdallah¹

Le samedi 28 septembre dans le cadre des initiatives organisées par la *campagne unitaire pour la libération de G. I. Abdallah* à laquelle participe notre Parti Révolutionnaire Communistes, c'est tenu une manifestation à Saint-Denis. Ce sont plusieurs centaines de personnes qui se sont retrouvées à la gare de Saint-Denis avant de défiler dans la ville recevant un accueil chaleureux de la population. Après avoir baptisé une rue de la ville du nom d'Abdallah, les manifestants se sont arrêtés devant le magasin Carrefour pour stigmatiser le rôle de cette entreprise commerciale dans le soutien économique à la politique du gouvernement israélien et exigé son boycott et la cessation de ses relations avec l'État colonial d'apartheid. La manifestation s'est terminée à la mairie de la ville où de jeunes intervenants ont appelés au soutien de la lutte de libération du peuple palestinien et au soutien du peuple libanais face à l'agression d'Israël et à la libération de G. I. Abdallah. La lutte continue et de nouvelles initiatives sont programmées.

L'Ukraine

Si nous n'avons pas beaucoup publié sur la question dans la dernière période, notre analyse fondamentale reste valide², de même que les textes que nous avons publiés sur le site et co-signés avec d'autres partis communistes³.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3004-saint-denis-une-manifestation-pour-la-liberation-de-g-i-abdallah>

² Guerre en Ukraine : une étape dans la montée vers un conflit plus large au sein du système impérialiste ; Brochure éditée par le Parti révolutionnaire Communistes, septembre 2022. <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/1934-un-document-pour-mieux-comprendre-les-raisons-et-les-consequences-de-la-guerre-en-ukraine>

³ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2248-ukraine-declaration-commune-des-partis-communistes-et-ouvriers-apres-un-an-de-guerre-imperialiste-en-ukraine>